

Déclaration de la FSU

CAAS du 26 juin 2026

Nous sommes ravis de nous retrouver ici, plus de deux ans après la réunion de la dernière CAAS alors qu'elle devrait se réunir à minima deux fois par an. Si nous comprenons la tenue tardive de cette instance cette année, l'absence de réunion de la CAAS au premier semestre 2025 marque un mépris pour les personnels dont nous sommes les représentants. Nous avons fait des propositions, comme d'autres l'ont fait ici, pour améliorer le fonctionnement de l'action sociale dans l'académie de Limoges, nous espérons qu'avec l'arrivée, que nous saluons, du nouveau responsable de la DPPS, elles pourront se concrétiser.

Pour en revenir à l'action sociale ministérielle, les inquiétudes dont nous faisons part depuis plusieurs années se confirment^o: malgré des besoins croissants et nouveaux, le budget de l'Action Sociale dans notre académie ne permet plus d'assurer le financement des Actions Sociales d'Initiative Académique. Nous sommes la seule académie dans ce cas^o!

Aide à l'installation des étudiants, aide à la rentrée scolaire, aide au permis de conduire, aide aux voyages scolaires, abonnements bibliothèque/médiathèque et activités sportives et culturelles autant de prestations dont les personnels retraités et actifs ne peuvent plus bénéficier et ne pourront toujours pas bénéficier cette année.

Si les crédits pour l'Action Sociale ministérielle sont en hausse depuis quelques années, ils n'ont pas suivi l'augmentation des crédits alloués à la région académique Nouvelle-Aquitaine, défavorisant l'académie de Limoges. Mais surtout, ils n'ont pas compensé l'augmentation de la PIM APEH, ce qui a entraîné l'arrêt des ASIA T2 depuis 4 ans maintenant.

La FSU revendique une société et une école réellement inclusives, qui ne doit pas se faire au détriment du bien-être de l'ensemble des personnels. La dotation n'est donc pas suffisante compte-tenu des besoins croissants de financement de la nécessaire politique de compensation du handicap notamment, qui absorbe la quasi totalité des crédits. Des rallonges ponctuelles ne permettent pas de travailler à la recreation d'une politique d'action sociale d'initiative académique de qualité dans l'académie de Limoges.

La FSU revendique dans l'immédiat un abondement de la dotation initiale 2026 de 30000€, ce qui permettrait de relancer un vrai travail au service des agents de l'académie de Limoges.

Dans le même temps, l'augmentation de la dotation étant inférieure à l'augmentation de la PIM APEH, l'enveloppe dédiée aux secours se retrouve elle aussi très inférieure à ce qu'elle a pu être par le passé. Alors que le nombre de collègues en situation de précarité financière ne cesse d'augmenter, l'enveloppe reste largement insuffisante pour couvrir les besoins liés au gel du point d'indice, à l'inflation très élevée, à l'absence de revalorisation significative, ...

La proportion d'AED et d'AESH ne cesse d'augmenter depuis quelques années et représente désormais plus de la moitié des bénéficiaires, ce qui témoigne de la pertinence, de la légitimité et de l'urgence de nos revendications pour un véritable statut pour les AESH et une revalorisation des salaires pour les AED et AESH.

Par ailleurs, la faiblesse des demandes en regard de la précarité que nous constatons chaque jour sur le terrain montre, malgré quelques avancées, toujours une méconnaissance de l'action sociale. Méconnue car sous-dotée, elle est pourtant utilisée par nos dirigeants comme argument d'attractivité des métiers.

Elle souffre de dotations budgétaires qui ne sont pas à la hauteur de ses missions, et d'une répartition par académie à l'équité douteuse au sein des grandes régions académiques comme la nôtre. L'État ne met clairement pas les moyens alors que l'Education Nationale emploie plus de la moitié des agents de la fonction publique d'État et qu'une politique d'action sociale ambitieuse pourrait y être dessinée. La FSU revendique un alignement des dotations d'action sociale sur les ministères où elles sont le plus avantageuses pour les agents.